

François Lenglet

QUI VA PAYER LA CRISE€ ?



Mille milliards ont déjà été dépensés pour tenter de sauver l'euro. Et ce sont les contribuables qui ont été rançonnés par les plans de rigueur, au profit des épargnants et de la finance. Une stratégie suicidaire qui peut conduire à l'explosion de la monnaie unique.

François Lenglet, le journaliste qui a su poser les bonnes questions économiques aux candidats pendant la campagne présidentielle de 2012, revient ici sur les causes de la périlleuse situation française et explore les scénarios pour l'année à venir.

Il explique comment la crise de l'euro dissimule une opposition entre les générations et les modèles de

société. Un véritable hold-up des rentiers est en cours. Saurons-nous l'arrêter ?

Journaliste, rédacteur en chef à France 2 et chroniqueur au Point, François Lenglet a dirigé la chaîne d'information économique BFM Business et le quotidien La Tribune. Il a notamment publié, en 2007, La crise des années 30 est devant nous.

Sommaire

- AUX ORIGINES DE LA CRISE
- LA CAGE AUX HAMSTERS
- LES FAUSSES PROMESSES DE L'EUROPE FEDERALE
- LA GUERRE DES GENERATIONS
- LE RETOUR DU TRAITE DE VERSAILLES
- LES VENDEURS DE REPAS GRATUITS

Editeur : Fayard (19 septembre 2012)

Moyenne des commentaires client : 4.1 étoiles sur 5 [Voir tous les commentaires](#) (14 commentaires client)

Classement des meilleures ventes d'Amazon: 591 en Livres ([Voir les 100 premiers en Livres](#))
n°1 dans Livres > [Entreprise et Bourse](#) > [Économie](#) > **Croissance et crise**
n°14 dans Livres > [Littérature](#) > Livres de référence > **Critiques, analyses et essais**

<http://www.amazon.fr/Qui-payer-crise-Fran%C3%A7ois-Lenglet/dp/2213671591>

youtube:

<http://www.youtube.com/watch?v=azKXJspCMk>

un extrait :

Mille milliards. Ces deux mots ont perdu leur sens pour l'honnête homme, tant les zéros ont valsé ces dernières années. Mille milliards, cela représente douze zéros. Si chaque seconde nous mettions de côté un euro, il faudrait trente et un mille ans pour parvenir à épargner ce que nous avons dépensé depuis le début de la crise de l'euro. Pour amasser une telle somme, il aurait donc fallu commencer à l'époque de l'homme de Neandertal : une seconde, un euro, une seconde, un euro... Changeons un instant de registre : imaginons qu'un euro vaut non plus une seconde, mais un centimètre. Avec la somme utilisée pour le sauvetage de l'euro, il y aurait de quoi faire plus de dix fois l'aller-retour de la Terre à la Lune.

« Sauvetage » est-il d'ailleurs le terme approprié ? Certes, l'euro existe encore, mais le chômage n'a jamais été plus élevé. Dix-huit millions de personnes sont sans emploi dans la zone euro, avec des taux d'inactifs qui vont jusqu'à 25 % de la population en âge de travailler dans les pays les plus atteints, et 50 % pour les jeunes. Plusieurs pays de la zone, au bord de la faillite, ont été contraints de faire appel au Fonds européen de stabilité financière, une caisse commune créée dans l'urgence lors des premières difficultés. La Grèce est en déconfiture totale. L'Irlande ploie sous le joug d'une dette insupportable. L'Italie lutte pied à pied avec une récession qui s'approfondit et une

dette qui mange chaque année 80 milliards d'euros rien que pour les intérêts, soit près de 6 % du pib. L'Espagne tombe comme une pierre. En mai 2012, à Madrid, le Premier ministre assurait encore n'avoir besoin que de quelques milliards de prêts. En juillet, il concédait une erreur d'appréciation et demandait à ses partenaires de rajouter un zéro. Avant Noël, ce ne sont plus des dizaines, mais des centaines de milliards qu'il aura empruntés à l'Europe ou à la Banque centrale européenne pour soulager ses finances effondrées, ses provinces en faillite et ses caisses d'épargne zombies.

Toute la zone bascule lentement dans la récession, par le Sud. Les déficits se sont creusés, le niveau des dettes publiques a progressé en moyenne de 30 points de pib. La plupart des pays de la zone ont perdu leur « triple A », la fameuse note qui sanctionnait leur solidité financière, ou risquent de le perdre. Les marchés financiers connaissent des accès de panique qui les poussent à étrangler les États en difficulté en leur imposant des taux d'intérêt insupportables. Les innombrables sommets se succèdent et se ressemblent. Déclarations de matamore dans les jours qui précèdent, empoignades pendant le dîner, négociations tardives, communiqué au petit matin avec les « décisions historiques » qui ramènent le calme – trois jours, tout au plus.

Quant aux classes politiques nationales, elles ont perdu leur crédibilité. Chaque élection est un désaveu pour le pouvoir en place, quelle que soit sa couleur politique. À force de sortir les sortants, les Européens se tournent maintenant vers les partis nationalistes ou extrémistes. En Grèce, en Finlande, aux Pays-Bas, en France. L'Italie a déjà pris le virage avec l'impayable Ligue et ses gauchistes ressuscités.

Pour le dire sans détour, le sauvetage de l'euro est un échec monumental. Les grandes entreprises et les banques commencent à envisager la fin de la monnaie unique, certaines s'y préparent déjà. Les ambassades britanniques dans la zone euro ont reçu pour instruction de protéger et de dépanner leurs ressortissants avec des espèces, dans l'éventualité d'une fermeture brutale des guichets qui suivrait un *run* bancaire de grande ampleur. Les épargnants des pays du Sud, en Grèce et en Espagne, anticipent eux aussi l'explosion de l'euro et délocalisent leurs économies dans les banques du Nord, en Allemagne, ou bien en dehors de la zone, au Royaume-Uni, de façon à éviter la dévaluation de leur épargne. Plusieurs centaines de milliards d'euros ont ainsi migré, comme les cigognes en été, du sud vers le nord de l'Europe. Et le rythme des transferts s'accélère.

Les marchés financiers font le même calcul, et prêtent désormais à des taux d'intérêt négatifs, sur

des périodes courtes, aux États les mieux gérés, préférant placer leurs fonds dans des titres un jour reconvertis en Deutsche Mark, en couronnes finlandaises ou même en francs français en cas d'explosion de l'euro. Les dénégations et les serments des chefs d'État et de gouvernement ont perdu le pouvoir de rassurer : si l'euro était vraiment « irréversible », pourquoi faudrait-il le répéter sans cesse ? Mario Draghi lui-même, président de la Banque centrale européenne, a levé le dernier tabou en évoquant un risque nouveau de « convertibilité », le 2 août dernier. En langage ordinaire, ce risque s'appelle tout simplement celui du retour aux monnaies nationales.

À l'automne 2012, une nouvelle phase de la crise, plus sérieuse, s'enclenche. La première étape, à compter de 2009, avait vu le nord de l'Europe prendre le pouvoir sur le sud, en lui imposant une rigueur contre-productive et dangereuse. Une rigueur qui a sapé les bases de l'économie et l'a précipitée dans la spirale de la dépression. La bonne politique pratiquée au mauvais moment est une mauvaise politique... qui a débouché sur un paradoxe : après plusieurs années de rigueur, les pays du Sud ont vu en réalité leur dette non pas diminuer, mais *augmenter*, mesurée en proportion de leur pib. Et avec la dette ont augmenté aussi les chances qu'ils fassent faillite, et qu'ils emportent l'euro dans leur chute.

Une seconde phase a débuté avec l'élection présidentielle française et le sommet du 29 juin dernier. Elle ouvre la voie à une sorte de fédéralisme subreptice. Alors, le Sud a renversé la table en demandant au Nord de payer désormais les dettes méridionales. L'Italie a obtenu que la Banque centrale européenne rachète ses obligations sur les marchés financiers, et l'Espagne que la collectivité lui prête 100 milliards d'euros pour recapitaliser ses banques, sans les conditions draconiennes habituelles. Ce renversement du rapport de forces était inévitable. Les pays du Sud n'ont plus ni argent ni perspective de rétablir leur compétitivité et leur croissance. Il faut soit qu'ils quittent l'union monétaire, soit qu'on règle leurs échéances pour eux. Si le Nord ne veut pas prendre le risque de faire exploser l'euro, il doit payer. En bonne dialectique, l'esclave est devenu le maître du maître. Et le maître, l'esclave de l'esclave. L'arrivée de François Hollande à l'Élysée a changé le rapport de forces. Du temps de « Merkozy », ce couple étrange et instable formé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, les Sudistes n'auraient probablement pas tenté une telle opération. Il faut dire qu'entre-temps leur situation intérieure s'est dégradée au point de rendre leur chantage à la faillite plus que crédible.

Nous ne sommes qu'au début de la seconde phase. C'est la plus dangereuse politiquement,

parce qu'une forte pression va s'exercer sur les pays du Nord, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Finlande, pour mutualiser les énormes dettes accumulées, c'est-à-dire pour en décharger les pays du Sud. Or, les électeurs de ces pays ne se laisseront pas ruiner sans coup férir. Ils refuseront d'assumer une solidarité de plus en plus coûteuse. Les élections néerlandaises, le 12 septembre dernier, tout comme celles de Finlande l'année dernière, ont souligné la montée en puissance de l'opposition anti-euro. Qu'en sera-t-il de l'Allemagne, qui votera en septembre 2013, et qui aura probablement à s'exprimer par référendum avant cette date pour modifier sa constitution afin de l'européaniser ? L'opinion populaire allemande est devenue méfiante vis-à-vis de la monnaie unique, tout comme les élites économiques du pays. En sus du coût budgétaire du sauvetage de l'euro, la Bundesbank, la banque centrale allemande, a consenti des crédits de plusieurs centaines de milliards d'euros à ses consœurs méridionales. La banque centrale des Pays-Bas est elle aussi largement créditrice.

Ce n'est pas la sortie de la Grèce, ou de tout autre pays de la périphérie, qui constitue le risque le plus important. L'euro peut très bien vivre sans Athènes. Voilà plus de deux ans que tout le monde se prépare à cette éventualité. Quant aux Grecs, ils vivraient bien mieux sans l'euro, pourvu qu'ils soient aidés à sortir. Le vrai risque pour l'euro,